

II

LE MIRAGE DÉMOCRATIQUE (1)

En lisant, mon cher confrère et ami, la seconde lettre que vous m'avez adressée sur *l'Etape*, par *le Gaulois*, je me suis rappelé ce que disait Sainte-Beuve de Tocqueville : « Il s'attache à la démocratie, comme Pascal à la croix, en enrageant... » Permettez-moi d'user avec vous de la même franchise dont vous avez usé à mon égard et de vous avouer que cet effort douloureux d'une acceptation qui est contre toutes vos préférences, toute votre doctrine, ne me paraît pas plus justifié pour vous que jadis pour Tocqueville. Elle le serait certes, si la démocratie était le fait « universel et nécessaire » que vous proclamez en le déplorant. « On ne remonte pas un fleuve, » répétez-vous. Soit. Mais encore faut-il être sûr que l'on est bien en présence d'un fleuve, d'un de ces mouvements profonds de la nature sociale qu'il est sage d'accepter pour n'avoir pas à les subir. Vous l'affirmez, et pour la France et hors de la France. Je m'empresse d'ajouter que votre opinion est aussi celle de tant de nos concitoyens qu'en hasardant un simple doute sur cette universalité et cette néces-

(1) A l'occasion d'une seconde lettre de M. le comte d'Haussonville dans *le Gaulois*. (Septembre 1902.)

sité du fait démocratique, on a tout l'air de hasarder un paradoxe insoutenable. Je me souviens trop bien d'avoir moi-même subi la suggestion de ce que je crois aujourd'hui un préjugé. Certaines pages de mes livres, notamment celles du début d'*Outre-Mer*, en portent la trace. Je ne les cite que pour vous prouver que je n'ai pas eu de parti pris, le jour où l'observation m'a fait me demander en présence de cette affirmation sur le fait démocratique : Est-elle bien vraie ?

Une première objection m'avait saisi depuis longtemps : si la démocratie était ce fait universel et nécessaire, on devrait en conclure que l'humanité se développe au rebours de toutes les lois que la Science reconnaît comme celles de la vie ? Pour n'en citer qu'une, et la plus fortement démontrée, semble-t-il, si toutes les espèces grandissent par voie d'Evolution, et si le principe de l'Evolution est dans la concurrence vitale, c'est-à-dire dans la prédominance des types les plus capables d'assurer l'avenir, la prédominance de l'avenir sur le présent doit être considérée comme la règle la plus certaine des bonnes conditions de tout organisme. Appliquez cette règle à ces espèces sociales qui sont les nations et vous en déduirez inévitablement le système le plus contraire à la démocratie, puisque cette préparation de l'avenir suppose par définition des organes de durée, l'hérédité, le sacrifice du plus grand nombre actuel au plus grand nombre futur, — bref, toutes les vertus que représente le mot le plus détesté des démocrates de ce

temps et de tous les temps, — la tradition. Une telle antinomie n'est certes pas une raison décisive. La sociologie n'est pas la biologie. Pourtant ces violents contrastes entre leurs domaines devront toujours appeler notre attention. Quand nous rencontrons ainsi, d'une part, un principe scientifique, d'ordre très général, qui nous semble bien démontré, et un fait, d'autre part, qui contredit radicalement ce principe, notre devoir est de sacrifier le principe au fait, mais à la condition que ce fait soit exact et qu'il ne soit pas admis par une sorte d'épidémie d'illusion. Parmi les diverses théories de l'erreur que l'on nous a enseignées au collège, figurait, vous vous en souvenez, celle de Bacon, qui reconnaissait des fantômes de la place publique, *idola fori*, entretenus par cette suggestion du langage qui veut que certaines idées, affirmées une fois très fortement, et peut-être justes alors, continuent d'être affirmées et crues même quand elles sont devenues fausses. La croyance à l'universalité et à la nécessité du fait démocratique ne serait-elle pas une de ces *idoles du forum*? Voulez-vous que nous examinions ce problème modestement — en positivistes — puisque vous avez vaincu vos répugnances pour ce terme, qu'entre parenthèses je n'aime pas beaucoup plus que vous? Mais il a le mérite de dire nettement ce qu'il dit, et son emploi est un hommage rendu à ce grand conservateur méconnu qui fut Comte.

Qu'il y ait eu, à la fin du dix-huitième siècle,

et durant une partie du dix-neuvième, l'apparition de phénomènes sociaux d'un ordre déconcertant et que ces phénomènes aient dû inévitablement produire ce mirage démocratique, même chez des esprits aussi distingués que celui d'un Tocqueville ou d'un Paradol, cela est trop évident. Les deux plus importants de ces phénomènes, — ils sont connexes, — ont été la grande poussée de vulgarisation scientifique et la grande poussée d'inventions industrielles. Il en résulta aussitôt, dans l'ordre de l'intelligence, un mouvement d'orgueil qui se traduisit par une rébellion systématique contre l'ensemble des institutions traditionnelles, et, dans l'ordre des mœurs, une apparence de nivellement qui put, durant une courte période, faire croire à un effacement des différences entre les hommes jugées jusqu'alors les plus ineffaçables. La diffusion du bien-être *parut* diminuer désormais d'une manière quasi miraculeuse la distance entre l'aristocrate et le bourgeois, entre celui-ci et l'ouvrier. La facilité de l'instruction *parut* devoir conduire à l'identité des éducations, de même que la facilité des rapprochements entre nations *parut* devoir conduire à l'identité des races. Ce furent là les éléments premiers de l'Idéal démocratique, tel qu'il s'est précisé de nos jours dans des formules très nettes, et qui toutes supposent une possibilité de rénovation radicale de la société par la pensée et une possibilité d'égalisation indéfinie entre les individus. Laissez-moi les résumer ici ces formules, et circonscrire de la

sorte notre débat. C'est un travail bien nécessaire quand il s'agit de termes si souvent employés qu'ils finissent par se charger d'innombrables sens. On risque alors de discuter à leur sujet, comme les deux chevaliers cités par Spencer se battaient pour la couleur d'un bouclier, rouge d'un côté, vert de l'autre. Chacun n'en voyait qu'une face.

La première de ces formules est toute politique. C'est la plus conforme à l'étymologie du mot *démocratie*. Appliqué au gouvernement des Etats, l'Idéal démocratique consiste à chercher l'origine du pouvoir dans la majorité numérique, considérée comme source unique de la loi. — Appliqué à la constitution des sociétés (c'est la seconde des deux formules et qui se distingue de l'autre), l'Idéal démocratique consiste à réduire au *minimum* les inégalités héréditaires et à donner à tous les individus, dans chaque génération, un point de départ aussi pareil qu'il est possible. Je dis que cette seconde formule se distingue de l'autre, mais comme l'effet se distingue de la cause, car il est de toute évidence que l'égalité politique est une vanité si elle n'aboutit pas à l'égalité sociale. Cette égalité sociale, elle-même, ne satisferait pas certaines facultés indestructibles de l'âme humaine si elle n'était qu'une distribution grossière, entre les hommes, du trésor de jouissances matérielles accumulées par la civilisation. — De là une troisième formule de l'Idéal démocratique, celle que l'on pourrait appeler la formule religieuse. Elle

consiste à affirmer que cet effort vers l'universelle égalisation du bien-être a son fondement mystique dans une révélation de la conscience. Ne discutons pas les inconséquences de théoriciens qui font sur ce point un acte de foi impossible à légitimer rationnellement. Ils le font, et nous devons le constater. Ils l'expriment d'ordinaire dans ce mot de justice, d'autant plus puissant sur les foules qu'il est plus indéterminé et qu'il s'adapte, avec une effrayante élasticité, à toutes les revendications des souffrances individuelles.

J'arrive, mon cher ami, à l'objet propre de notre discussion. Nous tenons un moyen sûr de vérifier si la démocratie est le fait universel et inévitable qu'il serait vain de discuter, ou si, tout au contraire, elle représente une phase momentanée et déjà dévolue au passé. Il nous suffira, pour cela, de procéder expérimentalement et d'examiner si les nations les mieux outillées à l'heure actuelle pour la concurrence sont celles qui travaillent dans le sens de ce triple Idéal démocratique, ou bien celles qui sont en réaction contre lui. Nous serons en droit d'en conclure que le mouvement de la civilisation marche dans la voie démocratique ou qu'il s'en éloigne. Car il est de simple bon sens que l'accroissement ou la décroissance de la vitalité des peuples mesure la valeur des doctrines qu'ils pratiquent. C'est un travail de critique que j'ai essayé, voici quelques années déjà, de faire pour mon propre compte. Il m'a amené aux conclusions

qui vous ont déconcerté dans *l'Étape*. Il a commencé le jour où je suis parti pour l'Amérique. J'étais persuadé, — ainsi l'atteste ce début d'*Outre-Mer* auquel j'ai fait allusion déjà, — que j'allais revenir de ce voyage, définitivement acquis à un système qu'encore une fois, je ne discuterais même pas, si je le voyais confirmé par les faits. Mais, que disent-ils donc, ces faits, pour qui essaye de donner à quelques lignes essentielles la direction actuelle des grands peuples ?

Ils disent d'abord, et c'est une constatation horriblement douloureuse, que, parmi ces grands peuples, la France ne joue plus *actuellement* le rôle de premier ordre qui fut si longtemps le sien. Comme la France est aussi le pays qui a fait la Révolution de 89, ce serait un gros argument contre les théories de cette Révolution. N'y insistons pas. D'autres causes peuvent s'être jointes à celle-là pour assurer cette nouvelle distribution des rangs. Il est certain que cette nouvelle distribution existe. Aujourd'hui, quand on entreprend de spéculer sur l'avenir du vingtième siècle, on se trouve devant quatre puissances qui paraissent devoir s'y disputer ou s'y partager l'hégémonie mondiale : l'Angleterre d'abord, avec son immense domaine colonial qui donne l'impression d'un empire romain sporadique, dont le Capitole serait à Westminster ; — l'Allemagne ensuite, cet inépuisable réservoir d'hommes, que son trop-plein de population condamne à doubler son activité mili-

taire d'une activité maritime ; — la mystérieuse et vaste Russie, avec les virtualités de ses énergies vierges ; — les Etats-Unis enfin, parvenus au point de développement où ils rêvent de s'opposer à l'Europe, continent contre continent, civilisation contre civilisation. Voyons donc quelle est la part de l'Idéal démocratique chez ces quatre nations ?

Politiquement, il est trop évident que ni l'Allemagne ni la Russie ne donnent aucun signe d'une marche vers le gouvernement des majorités (1). Pour la première de ces deux puissances, lorsqu'on se rappelle Heine et Børne, la Jeune Allemagne et les événements de 1848, on doit reconnaître que la réaction contre la démocratie, inaugurée par Bismarck, cet admirateur de Bonald, non seulement ne s'est pas arrêtée avec la mort de ce grand féodal, mais qu'elle continue, sous l'énergique impulsion de Guillaume II. — Pour la seconde, si nous en croyons des témoignages que leur concordance rend très vraisemblables, une grande partie de la jeunesse révolutionnaire y est dominée par la pensée la plus hostile au suffrage universel et à

(1) Les événements qui se sont déroulés en Russie ces dernières années n'ont démenti qu'en apparence cette remarque. L'élection de la *Douma* a eu pour premier résultat de paralyser aussitôt l'Empire des Tsars et de lui enlever momentanément les chances d'hégémonie qu'il paraissait avoir en 1902. C'est la décroissance immédiate de vitalité nationale signalée plus haut, et qui coïncide nécessairement avec la poussée démocratique. (Note de 1906.)

la démocratie, celle de Nietzsche. « Il y a vingt-cinq ans, » écrivait cette semaine un des meilleurs correspondants russés de nos journaux, celui du *Soleil*, « les conspirateurs exaltaient le peuple, défiaient l'ouvrier, le moujik. Aujourd'hui, ils se rient du peuple, ils le méprisent, leur but n'est plus de l'affranchir. Bien au contraire. *Ils rêvent de le soumettre à une dictature aristocratique...* » — Si nous nous tournons vers l'Angleterre à présent, qu'y rencontrons-nous? Un recul pareil qu'un de nos jeunes confrères, M. Bardoux, a très lucidement analysé dans ses récents articles des *Débats* sur la faillite du parti libéral. Ce parti peut garder son étiquette. S'il triomphe un jour, en défendant des thèses contraires à toute son histoire, c'est l'aristocratie qui triomphera sous son nom. Les sentiments de loyalisme passionné qui se sont fait jour lors de la maladie et du rétablissement d'Edouard VII, venant après les sentiments passionnés d'un loyalisme égal qui s'étaient manifestés lors du jubilé et de la mort de la vieille reine, l'accueil fait dans leurs terres à leur retour d'Afrique aux nobles, jeunes ou vieux, qui étaient allés, en si grand nombre, se battre là-bas, tout atteste que la patrie de Burke, après avoir subi le prestige du plus dangereux destructeur, l'utopiste Gladstone, est revenue à la vérité proclamée dans les *Réflexions sur la Révolution* avec une si éloquente fermeté : « L'Etat ne doit exercer aucune oppression sur les hommes des basses classes, mais l'Etat en aurait une très grande à souffrir, si, tels

qu'ils sont, collectivement ou individuellement, on leur permettait de le gouverner. Vous croyez qu'à vous entendre, vous avez vaincu un préjugé. Vous vous trompez. Vous avez déclaré la guerre à la nature... » Cela est tellement vrai que dans les pays profondément sains, cette invincible nature reprend ses droits malgré les pires institutions : aux Etats-Unis, que vous me citez comme un exemple d'une démocratie triomphante, n'apercevez-vous pas s'ébaucher, dès aujourd'hui, une aristocratie, j'allais dire une féodalité industrielle et financière? Que sont d'autre ces *Trusts* qui paraissent devoir être le facteur le plus important de la prochaine élection présidentielle? Le suffrage universel peut bien être considéré officiellement comme la source unique du pouvoir. S'il est manié par une poignée de spéculateurs, ces spéculateurs gouvernent et non pas lui. Nous voici amenés à conclure que la démocratie n'a fait — politiquement — aucun progrès dans ces quatre nations directrices du monde. Elle y a régressé.

A-t-elle avancé socialement? L'inégalité des points de départ s'est-elle atténuée, en ces quatre pays conducteurs des autres? Se rapprochent-ils de cet Idéal de l'ascension individuelle qui tient à cœur à nos démocrates, plus encore que le droit de suffrage? Nous n'avons guère de documents pour répondre pour la Russie, quoique les noms des hommes dirigeants de cet empire nous prouvent que son personnel supérieur continue bien à

se recruter par voie de familles. Mais nous avons pour l'Allemagne une preuve bien germanique, qu'aucun changement ne s'accomplit dans ce sens : c'est le fait signalé tout dernièrement par un général américain, au cours d'une *interview*, et non sans stupeur, que, dans cette grande monarchie militaire, pas un officier ne sort des rangs. Aucun progrès vers l'égalité des points de départ ne s'accomplit non plus en Angleterre, où le système de l'aristocratie recrutée, c'est-à-dire sans cesse refaite et défaite, continue de fonctionner automatiquement. S'agit-il de donner une place de gouverneur, dans quelque colonie? C'est, une fois sur deux, un lord qui l'obtient. S'agit-il de récompenser un éclatant service civil ou militaire? C'est un titre qui consacre la distinction personnelle en la rendant familiale. Et, du même coup, les chances d'inégalité pour le point de départ dans la prochaine génération sont augmentées. La rentrée des cadets dans les classes moyennes, qui veut que le petit-fils d'un duc soit un simple bourgeois, accroît encore cette inégalité en l'introduisant au centre même des familles, et ce système de l'*inégalité organisée* se trouve moins attaqué aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été. Le redoutable esprit jacobin qui dictait encore, voici vingt ans, à Swinburne, son poème : *Clear the way, my lords...*, n'a plus d'écho nulle part. C'est le moment où, en Amérique, ce même travail naturel des *trusts* est en train de créer de véritables dynasties de millionnaires et de rendre de plus en plus malaisé ce

phénomène, quotidien là-bas autrefois, du *self made man*. Si la liberté de tester a permis à un Pullmann de contraindre ses fils à un recommencement presque complet de leur fortune, cette liberté sert surtout aux potentats des Etats-Unis à fixer leurs dollars entre les mêmes mains et à prolonger les triomphes de leur énergie par leurs *maisons*, tout comme les seigneurs du moyen âge. L'Idéal démocratique est en recul sur ce second point comme sur le premier.

Il l'est davantage, d'une manière plus éclatante sur le troisième. Quand vous cherchez quelle passion maîtresse soulève l'Angleterre à cette époque de son histoire, vous trouvez que c'est exclusivement et absolument la passion de l'empire anglais. L'Allemagne a de même comme sentiment dominant la grandeur de l'empire allemand, la Russie la grandeur de la sainte Russie. La popularité du président Roosevelt, « l'homme à cheval, » ses discours aux cadets de Westpoint, sa proclamation de la doctrine de Monroë, prouvent que la grandeur de l'Amérique est aussi, de l'autre côté de l'Océan, la passion maîtresse de cette république profondément indifférente à l'humanitarisme international cher à nos révolutionnaires. L'impérialisme mène ces quatre pays, c'est-à-dire un Nationalisme intransigeant. En Extrême-Orient c'est encore l'Impérialisme que représente le Japon victorieux. Qui dit Impérialisme dit préparation à la guerre et à la conquête, par suite, organisa-

tion militaire, hiérarchie, discipline, sacrifice des intérêts du plus grand nombre à la suprématie de la patrie commune. Quand on pense et sent ainsi, on est précisément au rebours de l'Idéal démocratique, et les fervents de cet Idéal ne s'y trompent pas plus aujourd'hui qu'hier. Lorsqu'ils chantent dans un de leurs hymnes : *Et rasons les frontières...*, ils sont dans la logique la plus étroite. Impérialisme et démocratie ne peuvent coexister. Où l'un augmente, l'autre décroît.

Que devient donc ce caractère « universel et nécessaire » du fait démocratique, devant lequel vous nous invitez, mes amis et moi-même, à nous incliner au nom du positivisme? Il s'évanouit, pour nous montrer à l'œuvre des nations en train d'agir, comme toutes les nations ont agi de tout temps, d'après des lois d'inégalité et des principes de tradition, en vue d'un avenir de combat. En face d'elles qui s'éloignent de plus en plus des faux dogmes de 89, la France s'obstine à s'hypnotiser dans une pitoyable idéologie rétrograde, qu'elle croit scientifique et progressive. L'impossibilité, démontrée chaque jour, d'associer, je ne dis pas la grandeur, mais la santé nationale, à l'application de certains principes, l'éclairera-t-elle jamais? Je ne le sais pas. Un pays que la Convention, les journées de Juin et la Commune n'ont pas ramené à la vérité politique en est peut-être à jamais incapable. Est-ce une raison, quand on croit entrevoir cette vérité, pour ne pas la lui dire, pour ne pas

appeler surtout son attention sur des comparaisons cruellement significatives? Il m'a semblé, par vos deux lettres, qu'à cette question votre sagesse désabusée était bien près de répondre comme ce même Tocqueville, dont le nom revient de nouveau naturellement sous ma plume à votre occasion, qui disait à Le Play : « Un écrivain tenterait vainement aujourd'hui de réagir contre les idées fausses qui minent la société, et il n'aboutirait, en voulant montrer la vérité, qu'à se compromettre et à se discréditer devant l'opinion publique... » Ce pessimisme aurait raison, si les événements ne réserveraient pas à nos prévisions des surprises en vue desquelles il est toujours permis de travailler. Nous n'avons pas, soyez-en convaincu, mes amis et moi, l'espérance que nous amènerons la France, en dénonçant l'illusion démocratique, à rejeter en un seul jour les institutions sous l'étreinte desquelles elle agonise. Nous croyons tout de même qu'en redressant sa mentalité, on accomplirait la seule besogne qui eût quelque chance d'être efficace, d'autant plus, — et ceci pour répondre au dernier paragraphe de votre lettre — que le système des expédients et des concessions n'a pas obtenu de résultats que nous puissions compromettre. Notre petit groupe, c'est son originalité, se compose d'indépendants qui ne sont pas d'un parti. Ils sont d'une cause, parce qu'ils sont d'une doctrine. Les écrivains qui s'occupent de morale et de sociologie sont des médecins consultants, dont le premier devoir est de donner un diagnostic rigoureux. Ils

peuvent se tromper. C'est le sort commun. Ils n'ont pas le droit de dissimuler leur pensée pour flatter le malade. J'ajoute que vous seriez le premier, mon cher ami, à le leur déconseiller. Vos réserves au sujet de *l'Etape*, comme au sujet de ma première réponse, prouvent que vous doutez simplement de l'exactitude de mon diagnostic sur notre pays. Je ne peux en garantir que la sincérité.

Septembre 1902.

VII

DÉCENTRALISATION (1)

Il est beaucoup parlé de décentralisation depuis deux mois. Commissions, discours, ligues, brochures, articles se multiplient autour de ce problème. Il est rassurant de constater que la conscience des droits de l'individu en face de l'Etat n'est pas abolie en France. Cent années de bureaucratie ont bien pu peser sur ce pays et le déformer cruellement. L'abus de l'esprit latin, ce besoin de reproduire, jusqu'à la fausser par excès de servilisme, l'administration romaine, n'a pas détruit l'instinct d'indépendance propre au sang celtique et au sang germanique, ces deux autres éléments dont est issue notre race. Il n'est que temps d'y faire appel, si nous ne voulons pas céder définitivement l'hégémonie du monde à des peuples qui ont, depuis cent ans, à rebours de nous, com-

(1) A propos d'une commission réunie pour étudier une réforme administrative (1895).